

Le film "je mange donc je suis" réalisé par Vincent Bruno et produit par la Coalition Contre la faim

« Comment comprendre que la majorité des personnes qui sont censées nourrir l'humanité, souffrent d'une situation catastrophique, marquée par le chômage, la pauvreté, l'exode rural et la faim ? »

Plus d'un milliard d'affamés dans le monde

Ce chiffre nous saute aux yeux depuis les émeutes de la faim de 2008. Une question se pose à présent : « qui va nourrir le monde ? » Et si la question était mal choisie ? Car les agriculteurs sont capables de nourrir l'ensemble de la population mondiale. En partant du quotidien des agriculteurs belge, le film commence un tour du monde agricole et alimentaire afin de comprendre quels sont les problèmes communs aussi bien en Europe qu'en Afrique ou au Brésil. On prend rapidement conscience que tout est lié et que chacun a son rôle à jouer dans la résolution du problème, qu'il soit politique, environnemental ou commercial. « Je mange donc je suis » tente de démontrer qu'un projet de société solidaire, durable et démocratique est plus que nécessaire. La souveraineté alimentaire, ce droit revendiqué par des milliers de mouvements sociaux à travers la planète, définie comme le droit des populations de choisir leur agriculture et leur alimentation sans que celles-ci ne portent préjudice aux droits des autres peuples, s'impose aujourd'hui.

Contexte

Durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle, les investissements des Etats dans la recherche agricole, mettant la science moderne au service de la production agricole, ont conduit à une révolution des connaissances et des pratiques agricoles. Cette révolution verte a permis à certains agriculteurs de se doter de matériel et d'intrants dopant leur productivité.

Le monde agricole contemporain est schizophrène. D'une part, une agriculture intensive, hyper productiviste et sur-mécanisée dite conventionnelle (tracteurs, intrants chimiques...) cohabite avec d'autre part une agriculture traditionnelle et familiale, à la limite de la misère, dont les acteurs travaillent avec des outils manuels, voire des animaux de trait.

L'écart de productivité est phénoménal entre les 500 millions de paysans dont la production ne dépasse pas 1 tonne de céréales par travailleur et par an, et les quelques millions d'agriculteurs qui peuvent produire jusqu'à 2 000 tonnes/travailleur/an. Ce type d'agriculture productiviste se retrouve dans les pays développés (Etats-Unis, Australie, Nouvelle Zélande et dans certains pays d'Europe) **MAIS EGALEMENT** dans certains pays en voie de développement.

A partir du milieu des années 1970, des investisseurs de toutes sortes (entrepreneurs, grands propriétaires, agro-industrie, agro-distribution, multinationales type Monsanto ...) décident d'étendre la révolution verte et se lancent dans la modernisation d'anciens grands domaines agricoles coloniaux dans les pays à bas salaires d'Amérique latine (Argentine, Brésil...), d'Afrique (Afrique du Sud, Zimbabwe...) et d'Asie (Inde, Philippines...). Ces multinationales atteignent rapidement un niveau de productivité aussi élevé que celui des exploitations familiales les mieux équipées des pays développés, avec des coûts de production encore plus bas.

Ce modèle d'agriculture, basé sur la monoculture, l'exportation et le profit, se caractérise par la mécanisation à outrance, un faible besoin de main d'œuvre et l'utilisation combinée de semences améliorées et d'intrants chimiques (engrais, insecticides, pesticides, OGM). Il a un effet dévastateur d'un point de vue environnemental (épuisement et pollution des sols, déforestation, diminution de la biodiversité...) et d'un point de vue social (mort de l'agriculture familiale, chômage...).

En février 1994, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ouvre la libéralisation des échanges à de nouveaux secteurs, dont l'agriculture. Les agricultures du monde sont donc placées en concurrence directe et inégale sur le marché mondial. Le prix de revient de l'exportateur le plus compétitif c'est-à-dire, le plus productif, fixe le prix international. Ce prix s'impose à tous, même dans les pays où une très faible partie de la production est échangée sur le marché international. On assiste à une tendance générale à la baisse des prix agricoles mondiaux.

La plupart des agriculteurs du monde se voient donc imposer des prix qui n'ont plus aucun rapport avec leurs coûts de production et bon nombre deviennent non concurrentiels. Bien que protégée par la PAC, une partie du monde agricole européen est frappée de plein fouet par ce phénomène. La forte baisse des prix agricoles a entraîné une baisse du revenu des petites et moyennes exploitations qui n'ont pas eu les moyens d'investir suffisamment pour en compenser les effets. D'année en année, la très grande majorité des exploitations agricoles « non rentables » a disparu et le phénomène de concentration de la filière s'est accéléré. Dans les pays en développement, la diminution des prix agricoles contribue également à affaiblir la paysannerie locale. Leurs productions, plus chères que les produits issus de l'importation, ne trouvent plus d'acheteurs. Obligés d'aligner leur prix sur le prix le plus bas, les agriculteurs ont donc vu leur pouvoir d'achat baisser jusqu'à un tel point que leur activité n'était plus rentable et qu'ils n'avaient pas d'autres choix que d'abandonner leur activité agricole et migrer vers les grandes villes dans l'espoir d'une situation meilleure.

En matière d'agriculture, l'autorégulation des marchés apparaît donc comme profondément injuste. Les contextes géophysiques, économiques, législatifs, politiques et sociaux propres aux différentes régions du monde les placent dans une parfaite inégalité en terme de capacités de production. L'ouverture des échanges tend à renforcer ces inégalités.

Une autre organisation doit être instaurée : de **grands marchés communs agricoles régionaux**, regroupant des pays ayant des productivités agricoles du même ordre de grandeur doivent être créés puis protégés contre toute importation d'excédents agricoles à bas prix par des **droits de douane variables**, garantissant aux paysans pauvres des régions défavorisées des **prix assez élevés et stables** pour leur permettre de vivre de leur activité agricole et de se développer.

QUESTIONNAIRE

1. Quelle est la tendance des exploitations agricoles dans nos pays ? Expliquez
2. Quel problème cela pose-t-il aux agriculteurs ?
3. Pourquoi la vie reste chère au supermarché ?
4. Comment le Brésil arrive-t-il à concurrencer nos pays ?
5. Quelles sont les principales caractéristiques de l'agro-business (3) ?
6. Quels problèmes ce type d'agriculture pose-t-il (4) ?
7. Comment travaillent la grande majorité des agriculteurs dans le monde ? Où se trouvent-ils ?
8. Qu'est ce que le prix international ?
9. Que s'est-il passé de décisif pour l'agriculture le 15 avril 1994 ? Expliquez
10. Que font les pays pour s'imposer sur le marché mondial ?
11. Dans les pays du Sud en particulier, quelles en sont les conséquences négatives ?
12. Résumez en une phrase le paradoxe africain ?
13. Pourquoi des émeutes de la faim en 2008 dans les pays du Sud ? Expliquez
14. Quelle solution pour une meilleure agriculture en Afrique ?
15. Qu'est ce que la souveraineté alimentaire ?